

Emmanuel Macron et les gouvernements qui se succèdent exercent sans complexe un pouvoir néolibéral autoritaire, dans toutes les sphères, avec une accélération des attaques contre les conquits sociaux et le mépris des revendications des corps intermédiaires, en particulier dans l'éducation.

Éducation

Face aux coups de boutoir portés par le gouvernement au service public d'éducation sur notre statut (PACTE), sur nos conditions de travail, notre métier (Retraites, salaires) et sur notre conception de l'École laïque et républicaine (SNU, uniforme, Choc des savoirs, inclusion scolaire), le SNES FSU doit continuer à se montrer en capacité de répondre collectivement et de mobiliser dans le cadre d'une intersyndicale interpro sur les retraites et la Fonction Publique, mais aussi en prenant ses responsabilités dans le cadre de l'intersyndicale Éducation. La mobilisation particulièrement réussie, avec des manifestations et des taux de grévistes élevés, et dans de nombreux établissements majoritaires, le 1er février a été immédiatement suivie d'une action le 6 février qui, si elle a été compliquée à mener dans notre académie, a eu un impact important au niveau national mettant la question de l'éducation sur le devant de la scène médiatique.

Le choc des savoirs impose des groupes de niveaux généralisés et la mise en place de parcours adaptés et différenciés selon les élèves et marque la fin du collège de la réussite pour tous les élèves. Ce programme politique instaure un véritable tri social de plus en plus précoce. Le passage en force du gouvernement sur cette réforme rejetée par une majorité de nos collègues et imposée malgré l'opposition quasi unanime des organisations syndicales et des parents d'élèves, impose une réponse syndicale à la hauteur des enjeux. Le SNES-FSU demande l'abandon pur et simple de cette réforme

Les coupes sombres dans le budget de l'éducation annoncées mi-février montrent bien tout le mépris du gouvernement pour l'éducation, les élèves et les personnels. Pour préserver notre liberté pédagogique, pour préserver notre métier dans le cadre du statut, pour améliorer nos conditions de travail, pour résorber la crise de recrutement, pour obtenir une revalorisation de nos salaires et une reconstruction de nos grilles indiciaires, pour porter haut notre ambition de faire réussir tous les élèves, notre action syndicale doit être massive et forte !

C'est pourquoi le congrès académique du SNES-FSU Montpellier :

- se prononce pour multiplier les initiatives locales dans les établissements durant les deux premières semaines de mars, pour mobiliser les collègues et garder une visibilité aussi médiatique que possible (heures syndicales, vote DHG, happenings médiatiques, communication renforcée sur les réseaux sociaux...)
- appelle massivement les collègues à participer à la grève Pour les salaires et les conditions de travail et contre la rémunération au « mérite » organisée par la FSU avec l'intersyndicale fonction publique le mardi 19 mars et appelle à construire un rapport de force de haut niveau en mettant en débat la reconduction et les modalités d'une grève longue. Dans ce cadre le SNES FSU réactivera sa caisse de grève. Le congrès académique constate la situation insupportable de nombreux établissements de l'académie, nécessitant d'apporter des réponses urgentes aux revendications des personnels, alors que 700 millions de nouvelles coupes budgétaires sont annoncées. Le congrès appelle les personnels à se réunir dès maintenant en AG ou HIS dans leur établissement pour établir leurs revendications précises en postes de toutes les catégories, pour l'abandon des groupes de niveaux et des mesures dites " choc des savoirs". Le congrès académique leur propose d'établir des cahiers de revendications qui seront envoyés aux sections départementales et académique du SNES pour établir un plan d'urgence.
- appelle dans le cadre du G9 à une journée d'action le 26 mars pour une meilleure prise en compte des effets du vieillissement de la population et pour revendiquer une hausse générale des pensions.
- appelle à construire dans un cadre intersyndical le plus unitaire possible un mouvement social d'ampleur pour revendiquer une hausse salariale, pour mettre en œuvre une autre politique éducative ambitieuse et pour défendre les services publics sur l'ensemble des territoires. Une intersyndicale FSU, Unsa Éducation, Sgen-CFDT, Cgt Educ'action et Sud Éducation a posé les bases d'une action durable au printemps pour

gagner sur nos salaires, nos conditions de travail et plus largement l'École publique, car une journée de grève ne suffira pas !

Le congrès appelle donc à faire une campagne auprès de l'opinion publique pour dénoncer la mise à mal du système éducatif par les réformes de ce gouvernement et préparer une mobilisation en intersyndicale large et unitaire, avec les parents d'élèves et les forces progressistes pour, dans un printemps de luttes victorieuses, aller vers une manifestation nationale à Paris

Soutien du Congrès académique à l'école Bruguier.

13 enseignants de l'école élémentaire G. BRUGUIER sur 16 sont en accident du travail depuis le lundi 26 février suite à la fusillade du Jeudi 8 février qui a mis en danger 50 élèves de CP et leurs enseignantes qui étaient dans la rue à quelques mètres des tirs. Le Congrès académique apporte tout son soutien à la communauté éducative du quartier et exige de l'Etat qu'il prenne dès maintenant tous les moyens nécessaires pour garantir la protection des élèves et des personnels.

Soutien du Congrès académique au SNES-FSU de la Seine Saint Denis. "Pas de moyens, pas de rentrée"

Droit des femmes

Un peu partout dans le monde et en France également les droits des femmes et leur condition d'application sont toujours fragiles et menacés. Les conflits armés, toujours plus dévastateurs pour les femmes et les filles, s'amplifient, le droit à disposer librement de son corps est contesté, les violences sexistes et sexuelles qui peuvent aller jusqu'aux féminicides sont toujours une réalité inacceptable.

Les inégalités professionnelles persistent. En France, les salaires sont 25 % inférieurs en moyenne pour les femmes et les pensions plus faibles de 40 % ! La grève féministe, c'est-à-dire la grève du travail salarié mais aussi celle du travail invisible et gratuit que les femmes accomplissent dans les sphères de la vie sociale et familiale, est un instrument de mobilisation qu'il faut pérenniser sur les lieux de travail pour conquérir des avancées.

Le SNES-FSU avec la FSU, dans un cadre unitaire large, appelle à la grève féministe du 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, pour faire progresser leurs droits et les rendre effectifs.

Extrême droite

Le gouvernement, en faisant voter la loi Asile et Immigration avec le soutien du RN a contribué à donner une légitimité aux idées d'extrême-droite : préférence nationale et remise en cause du droit du sol fondement historique de notre pacte citoyen républicain. Les politiques du Président Macron depuis 2017 de casse des solidarités sociales et des services publics, d'arrêt du processus de démocratisation sociale et émancipatrice, de violence contre les citoyens mobilisés et de fracture de la société créent de la résignation, du ressentiment et éveillent les haines à l'égard de certaines parties de la population instrumentalisées par les forces politiques d'extrême droite largement reprises et amplifiées par un certain nombre de médias.

A la veille d'élections européennes pour lesquelles l'abstention s'annonce élevée et dans la perspective inquiétante des élections de 2027, le SNES-FSU, avec la FSU, en cherchant à construire des initiatives unitaires larges, fidèle à son histoire, s'inscrira dans des actions contre l'extrême-droite. Le combat doit être mené au plus près des collègues et partir de la traduction concrète de la progression de l'extrême droite pour les droits et le quotidien de la profession en termes de statut, de service public, d'égalité femme-homme, de droits des femmes, de la conception du rôle et des missions de l'école, des discriminations entre les élèves selon leur origine, nationalité, religion ou identité de genre.

Palestine

Le gouvernement israélien continue de bombardier les habitants de Gaza, de les priver de ressources aussi vitales que la nourriture, l'eau, l'énergie, les médicaments, de détruire toutes les infrastructures y compris les hôpitaux, les écoles. Il laisse les colons humilier et tuer en toute impunité en Cisjordanie et s'apprête à une offensive terrestre contre Rafah.

Pour le SNES-FSU, les gouvernements européens doivent user de tous les moyens de pression à leur disposition pour obtenir un cessez-le-feu, faire arrêter le massacre en cours, obtenir la libération des otages israéliens et les prisonniers palestiniens. Le gouvernement français doit cesser tout commerce d'armes avec

l'État israélien. Les décisions internationales doivent être respectées qu'il s'agisse de la décision de la CIJ, suite à sa saisine par l'Afrique du Sud, pour prévenir le « risque génocidaire » à Gaza ou de l'intervention et du financement de l'agence onusienne UNRWA. Le SNES-FSU continuera à participer avec la FSU aux actions décidées et menées localement pour obtenir un cessez-le-feu, l'arrêt des massacres et une paix juste et durable en Palestine avec la création d'un État palestinien dans le cadre d'une solution à deux États et reconnaissance de la Palestine par le gouvernement français.

Vers un mouvement social unitaire

Malgré sa faiblesse électorale, le gouvernement poursuit sa politique de casse, par pans entiers, de notre modèle social. Cette politique, tout comme l'incapacité des partis de gauche à produire aujourd'hui une politique alternative crédible, nécessite l'intervention massive du mouvement social.

La mobilisation contre la réforme des retraites a montré l'importance de l'unité syndicale pour construire un tel mouvement. La montée du RN et l'éventualité de son accession au pouvoir renforcent la nécessité de cette intervention. Le SNES-FSU et la FSU multiplieront les initiatives pour contribuer activement à construire, dans l'unité la plus large possible, ce mouvement social aujourd'hui nécessaire tant sur le plan de la défense de nos droits sociaux que sur le plan politique.